

## En Italie, l'emprise croissante du gouvernement sur les médias

Valérie Segond Rome

Les journalistes dénoncent une série de mesures qui réduisent drastiquement l'espace pour la critique, notamment aux journaux télévisés.

**G**iorgia Meloni avait promis de s'attaquer à « l'hégémonie culturelle de la gauche » pour rendre la droite italienne plus audible. Un vaste projet culturel à visée politique qui passe, entre autres, par une solide reprise en main de l'information, qui commence à susciter de fortes résistances chez les journalistes italiens, d'ordinaire assez dociles. En témoigne par exemple la grève de cinq jours des journalistes de la RAI, la radio-télévision publique, qui refusent de devenir le « mégaphone du gouvernement ». Comme la nouvelle grève de trois jours des journalistes de l'AGI, la deuxième agence de presse, qui depuis un mois s'opposent fermement à sa vente à un député de la Ligue, proche de Meloni.

Depuis 1975, le pluralisme du service public de la radio et de la télévision avait été garanti par l'attribution du premier réseau aux démocrates-chrétiens, du deuxième aux socialistes et du troisième aux communistes. Un système qui s'est néanmoins affaibli, en particulier depuis que Matteo Renzi, en 2015, a fait nommer l'administrateur délégué du groupe par le président du Conseil. Il n'y a plus aucune autonomie des chaînes publiques par rapport au pouvoir politique. Aussi, comme ses prédécesseurs, Giorgia Meloni, exclue de la RAI sous Mario Draghi, s'est-elle empressée au printemps 2023 de changer la tête du groupe, et les directeurs des grands journaux télévisés TGI et TG2, seul le TG3 conservant son directeur, un proche du Parti démocrate. Ainsi que le racontait en novembre dernier l'éditorialiste politique Corrado Augias, pour justifier son départ de la RAI, « le gouvernement n'a pas seulement changé

les postes, mais aussi la culture et la narration de l'information. Si TGI a toujours été loyal au pouvoir en place, il maintenait des nuances, et un espace pour l'opposition. Cet équilibre des points de vue n'existe plus. » « Dans les journaux télévisés, la place pour l'approfondissement des grands sujets d'actualité a été beaucoup réduite, et la hiérarchie de l'information penche de plus en plus en faveur de la promotion du gouvernement », constate Daniele Marcheda, 62 ans, secrétaire de l'Usigrai, le syndicat des journalistes de la RAI. Avec parfois de spectaculaires raccourcis : fin janvier, TGI titrait en ouverture d'une édition : « 1000 euros de plus pour les personnes âgées. On vote les 8 et 9 juin. » Même le journal télévisé TG3, au regard d'habitude plus acéré, a beaucoup perdu en mordant. « Les journaux télévisés de la RAI reprennent de plus en plus les déclarations des ministres sans aucun regard critique, déplore Marco Mele, journaliste expert de la télévision italienne. Car leur mission est désormais de favoriser l'adhésion à l'action du gouvernement, comme le faisait Mediaset sous Berlusconi. »

### Un niveau dissuasif

Un fort tournant culturel qui a chassé le journaliste d'investigation Roberto Saviano de la RAI, et fait partir de leur plein gré de nombreuses stars : l'humoriste Crozza, le présentateur du Festival de Sanremo, Amadeus, l'animateur Fabio Fazio, l'animatrice et éditorialiste politique Bianca Berlinguer, ou encore l'éditorialiste politique Corrado Augias. Résultat : selon le Studio Frasi, les audiences de tous les journaux télévisés du soir de la RAI sont en recul depuis le début de l'année, au profit de celui de La7, chaîne privée

plutôt orientée à gauche.

L'agence de presse AGI, pour sa part, a été mise en vente par l'ENI, groupe pétrolier public qui l'avait fondée en 1950. Mais le candidat à sa reprise est un riche député de la Ligue, Antonio Angelucci, propriétaire de cliniques privées et des trois quotidiens de droite, *Il Tempo*, *Liberio* et *Il Giornale*. « Une agence d'information produit de l'information primaire neutre, explique Stefano Ferrante, secrétaire de la presse romaine. Si elle est rachetée par un député qui est, en plus, patron de presse d'opinion, elle ne peut que perdre en objectivité. » « En tout état de cause, s'inquiète un cadre de l'AGI, on ne comprend pas bien si le risque de cette opération est qu'une personne privée puisse contrôler le gouvernement ou que le gouvernement lui-même contrôle l'information. » L'interrogation est telle que la Fédération nationale de la presse italienne, FNSI, a demandé à l'AGCOM, l'autorité de tutelle, d'enquêter sur ses circonstances.

Mais ce n'est pas tout. Car, au même moment, une loi sur la diffamation est examinée au Sénat. Un élu Fratelli d'Italia (extrême droite) avait déposé un amendement introduisant une peine allant jusqu'à 4 ans et demi de prison, et jusqu'à 120 000 euros d'amende, à « quiconque porte atteinte à la réputation d'autrui par des faits qu'il sait même partiellement faux ». Si, sous la pression de Forza Italia et de la Ligue, la peine de prison a été supprimée, l'amende a été réduite, mais fixée à 50 000 euros, soit un niveau dissuasif quand beaucoup de journalistes gagnent 10 000 à 18 000 euros par an. « L'information en Italie est en voie d'"urbanisation" rapide » s'inquiète Alessandra Costante, la présidente de la FNSI, en référence au premier ministre hongrois. ■